

Sommaire

- **Cadres** : chute des recrutements en 2009, pas de reprise attendue avant 2013
- **Alcatel-Lucent France** : 200 emplois de cadres supprimés
- **Capgemini Outsourcing Toulouse** : les salariés font reculer la direction sur l'emploi
- **Insee** : les statisticiens en lutte lèvent l'embargo sur les chiffres du PIB
- **Recherche** : des chercheurs en grève exigent le maintien du CNRS
- **Cotisations patronales famille** : Sarkozy veut une réflexion « sans tabou »
- **Air France** : malmenée par la crise, la compagnie va réduire des effectifs
- **Thales Alenia Space (Cannes)** : grève et manifestation pour les salaires et l'emploi
- **Radio France Internationale** : une AG du personnel demande le retrait du plan social
- **Groupe Tests** : la direction envisage 38 suppressions de postes
- **Bristol Myers Squibb (Epernon)** : grève illimitée contre l'abandon du site
- **STMicroelectronics** : mesures de chômage partiel à Tours
- **19 mars** : neuf fédérations de fonctionnaires appellent à la mobilisation
- **Climat social** : 75 % des Français comprennent les inquiétudes et les manifestations
- **Éducation** : sept fédérations syndicales appellent au 19 mars
- **Économie** : 2008, année de fortes destructions d'emplois, 2009 devrait être pire
- **Vie familiale-vie professionnelle** : 3/4 des salariés parents insatisfaits
- **Emploi** : un salarié sur dix travaille dans l'économie sociale

Édito

18 février : une grand'messe de plus ?

Dans un entretien publié mardi dernier dans *Le Figaro*, le secrétaire d'État à l'Emploi se demande si les syndicats ne mettent pas « la charrue avant les boeufs » en annonçant une nouvelle mobilisation le 19 mars, avant même leur rencontre avec Nicolas Sarkozy. Après avoir accusé les syndicats de faire tanguer le bateau au plus fort de la tempête, le gouvernement tente de les suspecter de faire un procès d'intentions à l'exécutif. Mais il faudrait être bien naïf pour escompter de cette grand messe élyséenne, des mesures en rapport avec la plateforme revendicative des huit organisations syndicales. Le fait de vouloir aborder tous les sujets « sans tabou » n'a jamais signifié que le gouvernement allait céder quoi que ce soit, ni faire plier le Medef. Bien au contraire. Seul le patronat sort gagnant du discours du président avec un rabais de 8 milliards d'euros de taxe professionnelle. Auquel, d'ailleurs il faudra peut-être dans quelques mois, ajouter 30 milliards d'euros d'exonération de la cotisation patronale aux allocations familiales évoquée cette semaine par le président à l'occasion d'une remise de médaille de la famille. On peut parier sans se tromper beaucoup que Nicolas Sarkozy va tenter de gagner du temps en ouvrant ou en faisant ouvrir avec le patronat des ronds de négociations sur des sujets sociaux. Mais on connaît la méthode. C'est celle qui a été employée pour faire passer d'inacceptables mesures de réforme des retraites, moyennant l'ouverture de négociations sur la reconnaissance de la pénibilité. Résultat : six années de palabres. Un Medef qui freine des quatre fers. Un gouvernement oublieux et pas pressé pour le coup d'intervenir. Il y a de fortes chances aussi que sur la question du



partage des profits le président tente d'enfumer son monde. « Partager les profits différemment, c'est pour tenter d'échapper à la revendication sur les salaires » assurait Bernard Thibault vendredi dernier. Tous les syndicats à leur manière disent qu'il faut rediscuter les salaires, c'est le vrai sujet à débattre. « Le président est obligé d'entendre que ça ne va pas sur le pouvoir d'achat, mais il suggère de nouer une discussion sur un axe qui n'est pas le bon », a estimé le secrétaire général de la CGT. La tentation est en effet grande de remettre un coup d'accélérateur sur l'actionnariat salarié, l'intéressement et la participation. Ce coup-là, on nous le fait depuis le général de Gaulle. Et on ferait bien de regarder ce qui se passe pour le salariés de Renault dont les revenus vont stagner cette année en raison d'un intéressement quasi nul et qui vont perdre d'ores et déjà l'équivalent d'un mois et demi de salaire. Le seul partage des richesses qui vaille, c'est le salaire brut. Celui qui compte pour financer la retraite, l'assurance maladie. Celui qui donne un net à payer. De sa trop faible progression, le patronat tire le carburant de la spéculation financière qui nous a mis dans le mur. Alors, si l'on veut rompre avec cette spirale, il faut revaloriser les salaires, reconnaître les

qualification et les responsabilités. Afin de donner le coup de rein nécessaire d'une relance par la consommation. C'est sûr, au soir de la rencontre du 18 février, le président sera jugé sur les réponses apportées à cette question des salaires et sur leur crédibilité. Pas sur le nombre de dossiers qu'il aura mis « sur la table », « sans tabous », comme il se plaît à le marteler avec de moins en moins de succès si l'on en juge les sondages d'opinion calamiteux. Ce n'est pas faire un procès d'intention au président Sarkozy que de mettre en doute l'intérêt de cette rencontre du 18 février. Il a donné le ton lors d'une interminable pseudo interview « face à la crise ». La mobilisation du 19 mars est sur les rails. Elle est déjà un succès d'estime puisque 75 % des Français comprennent les inquiétudes et les mécontentements de ceux qui manifestent et 60 % souhaitent que Nicolas Sarkozy réoriente son action en fonction des demandes des syndicats.

Cadres

Chute des recrutements en 2009, pas de reprise attendue avant 2013



Les recrutements de cadres devraient chuter en 2009 avant de quasi stagner en France les trois années suivantes sur fond de récession, selon une étude publiée jeudi par l'Association pour l'Emploi des Cadres (Apec), qui n'espère une reprise qu'en 2013. Moins qu'un « chômage massif », c'est plus le chômage de longue durée qui menace les cadres, selon l'association. « L'allongement de la durée du chômage se voit depuis octobre, où le taux de retour à l'emploi à six mois est tombé à 46 % contre 54 % en avril », a observé le directeur général, Jacky Chatelain.

Par secteur, l'industrie serait la plus touchée cette année (-35 % à -21 % d'embauches de cadres prévues), devant le commerce (-24 % à -14 %), la construction (-17 % à -7 %) et les services (-11 % à -2 %). Les domaines de la Recherche et Développement ainsi que de l'informatique devraient résister, tandis que les embauches chuteraient pour les postes de commerciaux ou les fonctions dans la finance.

Alcatel-Lucent France 200 emplois de cadres supprimés

La direction d'Alcatel-Lucent France, principale filiale en France de l'équipementier en télécoms franco-américain, a annoncé mercredi la suppression de 200 emplois de cadres et de 400 chez les sous-traitants.

Cette annonce en comité central d'entreprise est la déclinaison du plan stratégique mondial lancé en décembre, qui prévoit la suppression de 1 000 postes de cadres et de 5 000 chez les sous-traitants.



Capgemini Outsourcing Toulouse Les salariés font reculer la direction sur l'emploi



Vendredi 6 février, un ultimatum de la part des salariés a été envoyé à la direction de Capgemini OS, lui notifiant qu'en l'absence d'une solution immédiate et pérenne garantissant le maintien de leur poste dans le groupe Capgemini et dans la région toulousaine, une grève reconductible débuterait dès le mercredi 11 février 2009. La réponse est tombée in extremis le mardi 10 février à 16 h 30. Les directions de Capgemini OS et Sogeti Région (filiale Capgemini) ont fait l'annonce d'une série de mesures afin de répondre à la revendication des salariés de Toulouse. Il a été décidé de transférer l'ensemble de l'activité (et des personnels) de Capgemini OS Toulouse vers Sogeti

Région Toulouse, ainsi que la mise en place d'un Pôle Mobilité & Carrière afin d'accompagner les salariés volontaires souhaitant donner une autre direction à leur avenir professionnel en interne ou en externe au groupe Capgemini. Comme suite à cette annonce, les salariés ont décidé de suspendre le préavis de grève reconductible devant débuter ce mercredi 11 février. Tout n'est pas réglé pour autant, car aucun protocole écrit de fin de conflit n'a été acté à ce jour. Une réunion du CE de Capgemini Outsourcing se réunira le 19 février à Paris. Les propositions de la direction seront inscrites au compte-rendu du CE. « La vigilance des élus CGT restera sans faille », assure Ali Ould-Yerou, délégué Syndical Ugict-CGT, afin de s'assurer en particulier : de la réalité des engagements de la direction, d'une visibilité concrète sur un calendrier des mutations, quelle affectation et quelle activité auront les salariés dans leur nouvelle entité, respect de la législation en matière de transfert des mandats syndicaux.

Insee

Les statisticiens en lutte lèvent l'embargo sur les chiffres du PIB

Les statisticiens ont annoncé jeudi, à la veille de la date prévue pour la publication des chiffres, que le Produit Intérieur Brut (PIB) de la France a reculé de 1,2 % au quatrième trimestre 2008. La ministre de l'Économie, Christine Lagarde a stigmatisé cette action, en déplorant dans un communiqué « le non-respect par certains statisticiens publics de la date d'embargo ». Mais le Comité de défense de la statistique publique, qui regroupe les salariés des services statistiques des ministères et ceux de l'Insee, explique cette rupture d'embargo, une première de leur part, par le fait que la ministre avait levé elle même en partie le voile sur les chiffres dès mercredi. Ce dévoilement à l'avance des chiffres de la croissance apparaît comme un durcissement du bras de fer qui oppose le gouvernement et les statisticiens depuis décembre. Le gouvernement a fait savoir, sans donner d'échéance, qu'environ 500 statisticiens vont rejoindre un « centre statistique » à Metz pour compenser les fermetures des casernes. Pour manifester leur colère, les statisticiens avaient déjà bloqué la parution des données sur l'emploi.



Recherche

Des chercheurs en grève exigent le maintien du CNRS



Environ 400 chercheurs en grève réunis jeudi en assemblée générale à Paris ont exigé le maintien du CNRS en tant qu'« opérateur de recherche », s'opposant au projet du gouvernement de transformer le plus grand organisme scientifique français en simple agence de moyens. Rassemblés au siège du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) à l'appel de *Sauvons la Recherche* et de plusieurs syndicats, les chercheurs ont adopté une motion dénonçant « la transformation du CNRS en agence de moyens, brutalement exigée par le président de la République le 22 janvier 2009 dans son discours mensonger ». Les chercheurs demandent un « changement d'orientation » de la politique gouver-

nementale. Leur motion exige « le rétablissement de tous les postes supprimés dans l'enseignement supérieur et la recherche » et « l'annonce d'un plan pluriannuel pour l'emploi » qui comprendrait des postes pérennes pour les post-doctorants aujourd'hui souvent employés en CDD.

Cotisations patronales famille

Sarkozy veut une réflexion « sans tabou »

Nicolas Sarkozy a chargé vendredi le député Yves Bur (UMP Bas-Rhin) d'une mission de réflexion « sans tabou » sur le financement de la politique familiale, estimant que « 30 milliards de cotisations patronales famille sont prélevées sur les salaires, ces cotisations peuvent être pénalisantes pour la croissance et l'emploi », a affirmé le chef de l'État dans un discours prononcé à l'Élysée à l'occasion de la remise des médailles de la famille. Il faut donc s'attendre à ce que les pistes proposées par ce député de la majorité aille dans le sens d'une vieille revendication de voir supprimée cette contribution des employeurs à la politique familiale. Une revendication déjà partiellement satisfaite depuis des années puisque les salaires au dessous de 1.6 fois le Smic en sont exonérés. On peut se demander comment la branche famille sera désormais financée.





Air France

Malmenée par la crise, la compagnie va réduire ses effectifs

Employeur de 74 000 personnes, la compagnie Air France « va bloquer les embauches, ne pas remplacer les départs en retraite, ne pas renouveler les CDD » pour le personnel au sol. Air France-KLM va réduire ses effectifs de 1 000 à 1 200 cette année, « sans faire de licenciement », a indiqué à l'AFP vendredi une porte-parole du groupe. La compagnie avait déjà réduit ses effectifs de 2 000 personnes en 2008.

Thales Alenia Space (Cannes)

Grève et manif pour les salaires et l'emploi

600 salariés du fabricant de satellites Thales Alenia Space (TAS) ont manifesté mardi « pour les salaires et contre l'emploi précaire » dans le cadre d'un mouvement de grève appelé par une intersyndicale CGT, FO, CFDT, devant l'usine de Cannes. L'augmentation de masse salariale proposée en 2009 est en baisse par rapport à l'an dernier alors que la société a augmenté ses résultats de 40 % en 2008 et que les rétributions des actionnaires vont augmenter de 15 %. Les syndicats dénoncent également un « gel des embauches » alors que le site cannois fait travailler 700 intérimaires. Sur le site toulousain de TAS, co-entreprise de l'italien Finmeccanica (33 %) et du français Thales (67 %), deux manifestations autour des mêmes mots d'ordre ont rassemblé fin janvier plusieurs centaines de personnes.



Radio France Internationale

Une AG du personnel demande le retrait du plan social

Une assemblée générale du personnel de Radio France Internationale (RFI), réunie à l'appel des syndicats SNJ-CGT et SNRT-CGT, FO, SNJ, a chargé les centrales syndicales qui rencontreront le 18 février le président Nicolas Sarkozy de demander le retrait du plan social (prévoyant de supprimer 206 postes sur 945) annoncé pour cette radio publique. Les syndicats ont par ailleurs entrepris de rassembler les signatures de « personnalités françaises et étrangères » sur une « pétition de soutien » mise en ligne à l'adresse <http://rfiriposte.wordpress.com>.

Groupe Tests

La direction envisage 38 suppressions de postes

La direction du groupe Tests-Internext (magazines et sites sur les nouvelles technologies), filiale de NextRadioTV, a annoncé vendredi en comité d'entreprise un plan de restructuration. Selon les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, CGC, FO et SNJ), le plan de restructuration aurait pour conséquences « la suppression de 38 postes, soit 20 % des effectifs, une mutualisation tous azimuts des rédactions papier et web, le démantèlement de certains services et la remise en cause de l'ensemble des accords collectifs. Le non respect du cadre légal, notamment des délais de consultation, démontre la volonté de la direction de passer en force », ajoutent-ils, jugeant ce plan « inacceptable en l'état ». Le groupe rassemble les magazines L'Ordinateur Individuel, Micro Hebdo et 01 Informatique, ainsi que les sites internet 01net et 01men. Il a été racheté en avril 2007 par NextRadioTV (RMC, BFM, BFM TV...), qui a procédé à des cessions de titres et à un important plan de restructuration, aboutissant à 146 suppressions d'emploi.



Bristol Myers Squibb (Epernon) Grève illimitée contre l'abandon du site



La majorité des salariés (plus de 70 %) de l'entreprise Bristol Myers Squibb (BMS) d'Epernon (Eure-et-Loir) est en grève illimitée depuis jeudi pour protester contre l'abandon par la direction du site de production d'Epernon. Le groupe pharmaceutique américain a annoncé une réorientation de sa productions avec un désengagement entre fin décembre 2009 et juin 2010 des sites d'Epernon et de Meymac (Corrèze). « Les conditions de reclassement ne nous conviennent pas », explique Claude Dantigny, délégué CGT. « Les négociations jusqu'à ce soir, du plan social n'ont pas permis de trouver un accord ». Les salariés des deux sites devraient se rendre mardi prochain au siège de l'entreprise à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

STMicroelectronics Mesures de chômage partiel à Tours

STMicroelectronics, fabricant de puces électroniques (semi-conducteurs), a décidé de nouvelles mesures de chômage partiel d'une semaine par mois, d'avril à août, dans son site de Tours (1 500 salariés), en raison de la baisse du marché. Ces mesures s'ajoutent à la semaine de chômage partiel observée en janvier, février et mars mais « qui concerne seulement la partie production, 700 personnes. Là, tout le monde est touché », précise Yannick Cangy, délégué CGT. À partir du mois d'avril et jusqu'au mois d'août inclus, une semaine de chômage partiel sera appliquée tous les mois. « Nous sommes opposés à ces mesures. Nous comprenons difficilement, 2008 a été une année correcte. Nous demandons à la direction de payer les semaines de chômage partiel notamment pour les bas salaires. La perte financière est importante ».



19 mars Neuf fédérations de fonctionnaires appellent à la mobilisation



Les syndicats de la Fonction Publique ont appelé les 5,2 millions de fonctionnaires à se joindre à la nouvelle journée d'action nationale du 19 mars lancée par les huit confédérations .

Les fédérations de fonctionnaires de la CGT, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, FO, FSU, Solidaires et l'Unsa ont estimé que les réponses apportées par le président de la République, Nicolas Sarkozy, à leurs revendications « restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier. [...] Aucune des revendications des personnels

n'a été prise en compte. Au contraire le président de la République a cherché à opposer public et privé », affirment les syndicats de la Fonction publique qui ont notamment demandé un « moratoire » des 30 000 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans le cadre de la réforme de l'État (RGPP) et une revalorisation « significative » du point d'indice, base de calcul des salaires des fonctionnaires.

Climat social

75 % des Français comprennent les inquiétudes et les manifestations

75 % des Français comprennent les inquiétudes et les mécontentements de ceux qui manifestent, et 60 % souhaitent que Nicolas Sarkozy réoriente son action en fonction des demandes des syndicats, selon un sondage CSA publié jeudi par *Le Parisien*.

19 % pensent en revanche que ce n'est pas le moment de manifester et de revendiquer.

6 % sont sans opinion.



Éducation

Sept fédérations syndicales appellent au 19 mars



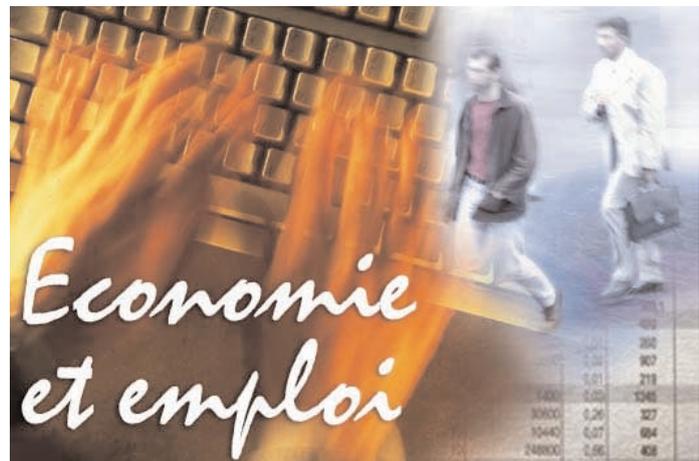
Sept fédérations de l'Éducation (Faen, Ferc-CGT, FO, FSU, Sgen-CFDT, Sud-Éducation et Unsa Éducation) appellent à la grève et à manifester le jeudi 19 mars, à l'occasion de la prochaine journée d'actions interprofessionnelle. « Elles considèrent que les réponses apportées lors de l'intervention du président de la République restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier ». « Dans le domaine de l'Éducation, malgré la puissance de la grève, aucune réponse nouvelle n'a été apportée aux revendications », ajoutent-elles : le président « a au contraire maintenu intégralement les suppressions de postes et les orientations contestées de sa politique et a caricaturé à la fois les revendications et la réalité, qu'il s'agisse de l'Université et de la Recherche ou des moyens consacrés à l'Éducation ».

« Dans le même temps les pressions sur les personnels et les tentatives de remise en cause du droit syndical se poursuivent », estiment-elles. Elles demandent donc « solennellement » au gouvernement de « renoncer enfin à la totalité des suppressions de postes dans les enseignements scolaires et supérieur (...) » et de « répondre positivement et sans attendre à la mobilisation des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche ».

Économie

2008, année de fortes destructions d'emplois, 2009 devrait être pire

La France a détruit en 2008 beaucoup plus d'emplois salariés, notamment précaires, qu'elle n'en a créé, accusant le plus fort recul depuis 14 ans, mais 2009 risque d'être pire avec la plongée dans la récession selon un économiste de l'OFCE, Mathieu Plane. Après plus de 300 000 créations d'emplois salariés en 2007, un dynamisme inédit depuis l'an 2000, le retournement reflète la contraction de l'activité mais se trouve accentué par la flexibilité du marché du travail. L'emploi salarié dans le secteur concurrentiel a reculé de 0,7 % en 2008, soit 115 300 postes en moins, selon des données provisoires diffusées vendredi par le ministère de l'Emploi. La France comptait donc moins de 16 millions de salariés fin décembre. Après un premier trimestre 2008 encore créateur d'emplois, les trois autres trimestres se sont soldés par des destructions de postes, de plus en plus importantes au fil du temps. Au quatrième trimestre 2008, les destructions d'emploi ont atteint 88 700 (- 0,6 %), niveau le plus élevé depuis 15 ans. Or, les destructions d'emploi entretiennent la mécanique récessive, soulignent les économistes. Les Français se retrouvant au chômage auront moins de pouvoir d'achat, consommeront moins, accentuant encore la contraction de l'activité.



Vie familiale-vie professionnelle

3/4 des salariés parents insatisfaits



Près des trois quarts des salariés parents estiment que les entreprises ne s'impliquent pas assez pour aider à concilier vie professionnelle et vie familiale, selon un sondage de l'Institut Viavoice pour l'Observatoire de la parentalité en entreprise. Ce sentiment est justifié, souligne l'Observatoire de la parentalité, puisqu'une faible proportion d'entreprises ou d'organismes ont mis en place des mesures concrètes. L'encadrement hiérarchique direct n'aide pas beaucoup les salariés dans ce domaine, selon 62 % des personnes interrogées et en outre, 47 % des salariés parents ne s'estiment pas écoutés sur ce sujet par leur entreprise. Au palmarès des mesures attendues, les salariés privilégient les aides financières. Concrètement,

les trois premières solutions sont : des aides au financement de la scolarité et des études, des mutuelles avantageuses pour les familles, des participations aux frais de garde des enfants.

Emploi

Un salarié sur dix travaille dans l'économie sociale

Un salarié sur dix en France, et souvent des femmes, travaille dans l'économie sociale qui regroupe des associations type Croix-Rouge, mais aussi des mutuelles, des fondations et des coopératives, indique une étude de l'Insee. En 2006, environ 2,146 millions de personnes, sans compter les bénévoles, travaillaient dans l'un des 203 000 établissements du secteur, constitué d'une myriade d'associations à but non lucratif (173 000), a précisé l'Insee. Parmi les géants du secteur, figurent des banques comme la Banque populaire, la Macif, la mutuelle de l'Éducation nationale (MGEN), ou encore la Croix Rouge, l'Association des paralysés de France.

Cela représente 9,8 % de l'emploi salarié national, hors agriculture. Les associations interviennent essentiellement dans l'action sociale (45 % des emplois) c'est-à-dire l'aide à domicile, l'aide par le travail, l'accueil des personnes handicapées, âgées, les crèches ou garderies. Pour le reste, il s'agit de l'Éducation (20 %), la santé (8 %), le sport (4 %) et la culture (3 %).

